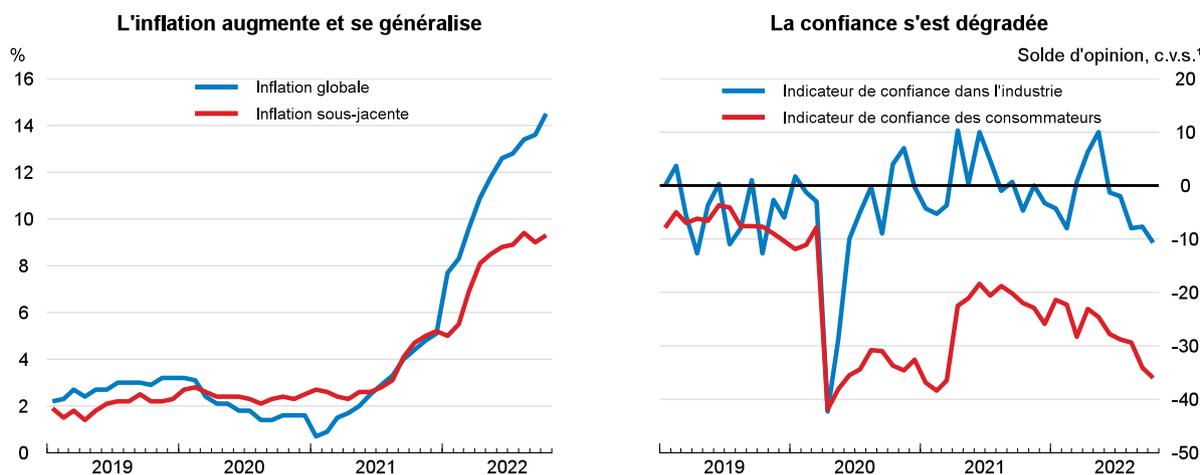


République slovaque

La croissance économique devrait s'établir à 1.6 % en 2022, à 0.5 % en 2023 et à 2.1 % en 2024. Le niveau élevé de l'inflation pèsera sur le revenu disponible des ménages et sur la consommation privée. Les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement et le fléchissement de la demande mondiale freineront la progression des exportations en 2023. La croissance de l'investissement restera vigoureuse, grâce à l'absorption des fonds de l'UE. La croissance se raffermira en 2024, sur fond d'atténuation des perturbations des approvisionnements et de décrue de l'inflation. Une prolongation de la guerre d'agression contre l'Ukraine menée par la Russie accentuerait le risque de ruptures d'approvisionnement énergétique et d'une montée de l'inflation, ayant des retombées très négatives sur la croissance.

Les hausses sensibles des prix des produits alimentaires et de l'énergie peuvent justifier des aides budgétaires, mais ces mesures devraient être temporaires et ciblées sur les personnes les plus vulnérables. Une plus grande rigueur budgétaire s'impose pour éviter d'alimenter les tensions inflationnistes, mais aussi pour garantir la viabilité des finances publiques sur le long terme, surtout au regard des enjeux démographiques. Il faudrait accélérer l'investissement dans la transition écologique pour renforcer la sécurité énergétique et réduire la dépendance à l'égard du pétrole et du gaz importé.

République slovaque



1. Les valeurs des indicateurs de confiance varient sur une échelle allant de -100 (si les réponses de l'ensemble des répondants sont totalement pessimistes) à 100 (si les réponses de l'ensemble des répondants sont totalement optimistes).

Source : Eurostat ; et Office statistique de la République slovaque (ŠÚ SR, Štatistický úrad Slovenskej republiky).

StatLink  <https://stat.link/i1ew4l>

République slovaque : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
République slovaque						
PIB aux prix du marché	94.4	-3.4	3.0	1.6	0.5	2.1
Consommation privée	53.2	-1.4	1.8	4.1	-2.9	2.0
Consommation publique	18.5	-0.6	4.2	-1.6	0.6	0.2
Formation brute de capital fixe	20.3	-10.8	0.2	4.1	10.3	2.2
Demande intérieure finale	92.0	-3.3	2.0	2.8	0.3	1.7
Variation des stocks ¹	2.2	-1.9	2.0	-0.4	0.0	0.0
Demande intérieure totale	94.2	-4.8	4.2	2.3	0.2	1.6
Exportations de biens et services	86.7	-6.5	10.6	-2.0	2.1	5.6
Importations de biens et services	86.5	-8.3	12.0	-1.2	1.6	4.9
Exportations nettes ¹	0.2	1.7	-0.9	-0.8	0.3	0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.4	2.4	7.3	12.1	4.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.0	2.8	12.0	15.5	5.1
IPCH sous-jacent ²	—	2.4	3.3	8.1	7.9	5.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.7	6.8	6.3	6.7	6.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	5.1	4.9	-2.6	-3.3	-0.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-5.4	-5.5	-3.4	-5.0	-3.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	79.2	81.5	80.6	79.9	79.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	58.9	62.2	61.4	60.7	60.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.6	-2.5	-7.3	-7.0	-6.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/cw8qb9>

La croissance économique a fléchi

L'expansion économique est restée vigoureuse au troisième trimestre de 2022 (0.3 % en glissement annuel). Les indicateurs à haute fréquence laissent à penser que l'activité économique a ralenti au dernier trimestre de l'année. La confiance des entreprises et celle des consommateurs se sont dégradées depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé s'est accélérée pour atteindre 14.5 % en octobre, compte tenu de l'augmentation persistante des prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, de l'énergie, qui est venue accentuer les tensions préexistantes dues aux goulets d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement. L'inflation est devenue généralisée, l'inflation sous-jacente atteignant 9.3 % en octobre. Bien que le marché du travail ait continué de se redresser, le taux de chômage déclaré reste supérieur à son niveau d'avant la pandémie et s'établissait à 6.1 % en septembre 2022.

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la République slovaque était fortement tributaire des importations de pétrole et de gaz russes. Les difficultés d'approvisionnement préexistantes se sont aggravées au cours de l'année 2022. Conjugées à la flambée des prix de l'énergie, elles ont conduit certaines industries à forte intensité énergétique à interrompre leur production en août. Conformément au plan de renforcement de la sécurité énergétique de l'Union européenne (UE), la République slovaque a porté le niveau de ses stocks de gaz à 94 % de ses capacités en octobre. En outre, la consommation de

gaz en août et en septembre a été inférieure de 24 % à celle des années précédentes. La diversification des importations de gaz sera facilitée par le gazoduc inauguré récemment entre la Norvège et la Pologne, qui permettra à la République slovaque d'accéder à des terminaux de la mer Baltique et d'être approvisionnée en gaz norvégien. Environ 100 000 réfugiés ukrainiens ont demandé un permis de séjour temporaire en République slovaque, ce qui devrait entraîner une augmentation de la population active de 1 % environ en 2022.

Le gouvernement prévoit d'accroître fortement les aides afin d'atténuer la crise énergétique

En août 2022, en vue de compenser en partie l'augmentation du coût de la vie, le Parlement a approuvé des augmentations pérennes des prestations familiales (allègements fiscaux et allocations pour enfant à charge) pour un coût équivalent à 1 % du PIB par an. En outre, un versement ponctuel destiné aux retraités a été approuvé en 2022 (0.2 % du PIB) et les entreprises peuvent recevoir une aide couvrant partiellement leurs coûts énergétiques dès lors que les prix de gros de l'électricité et du gaz dépassent un seuil spécifique, sur les périodes de septembre-octobre 2022 et de janvier à mars 2023 (0.5 % du PIB). Globalement, le projet de loi de finances pour 2023 prévoit une réserve de 3.5 milliards EUR (3.4 % du PIB) destinée à financer des mesures de soutien des ménages et des entreprises. Les projections reposent sur l'hypothèse qu'une grande partie de ces mesures sera mise en œuvre, ce qui se traduira par une politique budgétaire très expansionniste en 2023. On suppose qu'un assainissement budgétaire structurel débutera en 2024. Les fonds provenant de la facilité de l'UE pour la reprise et la résilience, qui représentent environ 1.3 % du PIB par an en moyenne sur la période 2022-24, dynamiseront l'investissement. En outre, la République slovaque a encore jusqu'à la fin de 2023 pour puiser dans les financements auxquels elle a droit au titre de la politique de cohésion de l'UE pour la période 2014-20 et qui n'ont pas été utilisés (qui représentent environ 5 % du PIB).

La croissance économique devrait ralentir fortement en 2023

Sous l'effet du niveau élevé de l'inflation, les salaires réels, les revenus disponibles et la consommation privée diminueront en 2023. Les perturbations persistantes des chaînes d'approvisionnement et le fléchissement de la demande extérieure pèseront sur les exportations. La République slovaque devrait cependant regagner des parts de marché à l'exportation en 2024, tandis que s'atténueront les perturbations des approvisionnements. La forte incertitude pénalisera l'investissement privé, mais des entrées massives de fonds de l'UE dynamiseront l'investissement public en 2023. L'inflation globale s'inscrira en hausse en 2023, en raison de la répercussion différée des prix de marché de l'énergie sur les tarifs réglementés de l'électricité, du gaz et du chauffage et, dans une moindre mesure, de l'orientation expansionniste attendue de la politique budgétaire. L'inflation devrait ralentir en 2024 du fait de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires et du resserrement de la politique monétaire dans la zone euro. Le chômage n'augmentera que modérément, le dispositif de chômage partiel ayant été récemment pérennisé. Les risques sont orientés de manière prédominante à la baisse et liés dans une large mesure à la guerre en Ukraine. Une intensification de la crise énergétique pourrait entraîner un rationnement de l'énergie, qui serait lourd de conséquences sur l'investissement et les exportations. Une inflation plus élevée et plus persistante que prévu amputerait encore davantage le revenu disponible et réduirait la consommation privée. Le déficit budgétaire pourrait être plus faible qu'on ne s'y attend en 2023 s'il est possible d'utiliser les fonds de l'UE non dépensés pour financer des mesures de crise.

Les aides budgétaires devraient être temporaires et ciblées

Les mesures de soutien budgétaire prévues pour les ménages et les entreprises devraient être temporaires et ciblées sur les personnes et les structures les plus vulnérables, et préserver les incitations aux économies d'énergie. Les autorités devraient mener une politique budgétaire prudente, afin de réduire les tensions inflationnistes et de constituer des marges de manœuvre budgétaires en vue de faire face aux difficultés budgétaires à long terme, comme celles liées au vieillissement démographique. Les mesures d'assainissement devraient être définies conformément aux plafonds de dépenses adoptés récemment. Accélérer l'investissement dans la transition écologique devrait être une priorité en vue de renforcer la sécurité énergétique. Renforcer les politiques actives du marché du travail, en matière de formation par exemple, pourrait faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens et aider les travailleurs dans le contexte des transitions écologique et numérique.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/16495c57-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.